

M. Murta: La section ontarienne de l'Office de commercialisation des œufs a dit que l'Ontario annulerait sa signature le 1^{er} septembre si un système de réglementation n'était pas instauré pour les œufs. Le gouvernement essaie-t-il d'établir un tel système? Dans ce cas, que fait-il pour surveiller la commercialisation des œufs?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, il ne faut pas oublier qu'il s'agit avant tout d'une association de producteurs qui essaient de travailler ensemble en passant par les offices de commercialisation provinciaux. Ce groupe s'efforce, de concert avec l'OCCO, de mettre au point un programme efficace. J'ignore si certaines provinces veulent renoncer à l'accord. C'est dans leur intérêt de rendre ce programme efficace et, si d'autres renoncent, les chances de succès se trouveront encore amoindries.

● (1440)

DEMANDE DE SUJÉTION DU CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS À UN ACCORD AVEC L'OCCO

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Il ressort de déclarations faites au cours d'audiences précédentes de l'Office canadien de commercialisation des œufs que deux des prédécesseurs du ministre avaient promis une mise en place rapide du contingentement des importations pour encourager les provinces à participer à un programme de commercialisation des œufs. Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a pour principe actuellement d'offrir le contingentement des importations à condition que l'accord de l'OCCO soit d'abord signé et ratifié et, si oui, s'agit-il, selon lui, d'un revirement de la part du gouvernement et cela concourrait-il à l'opposition à l'accord manifestée par la majorité des provinces?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je m'étonne que le député, qui connaît bien des lois du pays puisqu'il est avocat, puisse croire que l'on a fait miroiter cela comme un appât. Il sait fort bien que, si la gestion des approvisionnements est bien faite, on ne suscite pas de difficultés à ses associés commerciaux et il appartient aux producteurs de voir à cela eux-mêmes s'ils veulent que le programme soit efficace.

LE CONSEIL NATIONAL DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES—LES NOMS DES REPRÉSENTANTS DES CONSOMMATEURS

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Je regrette que le ministre ait mal compris ma question ou qu'il l'ait mal interprétée. Avant l'enquête sur l'OCCO, et plus tard également, il avait promis une déclaration sur la nomination de représentants des consommateurs au sein du Conseil national de commercialisation des produits agricoles. Le ministre est-il en mesure actuellement de nous dire s'il fera cette déclaration?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur, car je veux bien m'assurer que si nous avons un conseil, il aura quelque chose à diriger.

* * *

L'IMMIGRATION

LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE EN NOUVELLE-ÉCOSSE—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-

Questions orales

d'œuvre et de l'Immigration, mais vu son absence, je vais la poser au secrétaire parlementaire ou au ministre suppléant. Je crois que le ministre est un homme juste et que mes difficultés avec son ministère pourront être aplanies. Voici ce dont il s'agit. Des agriculteurs de la région centrale de la Nouvelle-Écosse, qui employaient depuis deux ans 14 ouvriers agricoles hollandais, n'en auront aucun cette année. L'honorable représentant pourrait-il écarter les formalités administratives afin de rendre justice dans ce cas-ci?

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'USINE D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM AU QUÉBEC—L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ DE SERU—DEMANDE D'EXPOSÉ DE LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous dirait-il s'il a reçu une copie de la récente «étude de pré faisabilité» effectuée par SERU et la Société de développement de la baie James au sujet de la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium dans la région de la baie James?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu de copie.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vu les conséquences qu'entraînera l'étude pour le gouvernement fédéral qui a la haute main sur l'exportation d'uranium et la technologie nucléaire, le ministre entend-il demander une copie de cette étude et s'engagera-t-il à faire une déclaration indiquant la position du gouvernement à son sujet, étant donné que l'uranium enrichi ne peut servir au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Je serais certes très intéressé à voir cette étude et, s'il s'avère utile de faire une déclaration, je m'empresserai d'en faire une.

LE PÉTROLE—LA POSSIBILITÉ D'UNE MAJORATION DES PRIX PAR LES PAYS DE L'OPEP—LA PROTECTION DES PROVINCES ATLANTIQUES

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Sait-il de façon certaine si les pays de l'OPEP ont l'intention d'augmenter encore le prix mondial du pétrole et, dans l'affirmative, quels plans d'action le gouvernement a-t-il mis au point en vue de parer une telle éventualité, vu que les provinces atlantiques vont dépendre des producteurs étrangers de pétrole pendant encore un certain temps?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Comme le sait l'honorable député, le programme d'indemnisation a, jusqu'ici protégé les provinces atlantiques des effets de ce genre d'augmentation et il continuera à le faire. Il doit avoir une réunion de l'agence internationale de l'énergie la semaine prochaine à laquelle j'assisterai; nous pourrions alors y discuter des possibilités d'une augmentation et des répercussions possibles pour les pays membres.